



Le 2 juillet 2016 s'éteignait Michel Rocard le dernier homme d'état français ayant une intégrité, une vision et un intérêt pour l'avenir de la France à plus long terme que son mandat.

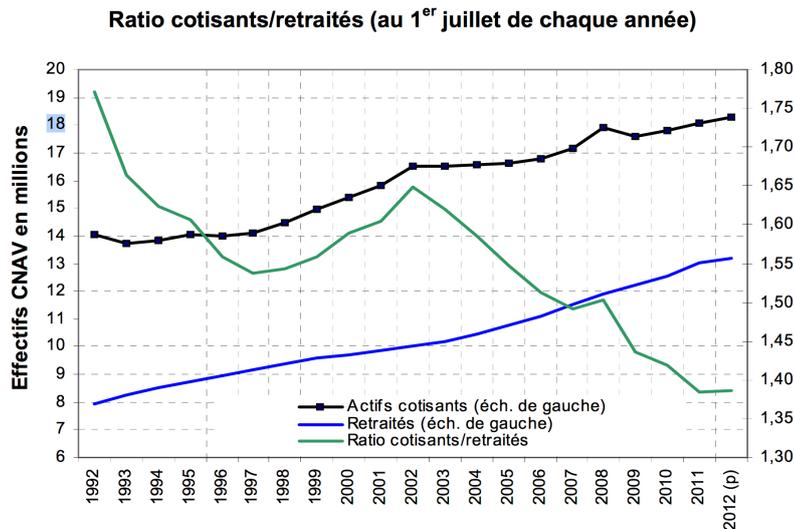
En effet, dans la préface du livre blanc des retraites il écrivait en 1991 :

Même avec des hypothèses économiques favorables au plein emploi, les régimes de retraite connaîtront des problèmes de financement avec, à partir de 2005, l'arrivée massive à l'âge de la retraite des générations nombreuses de l'après-guerre. Là où on avait trois cotisants pour un retraité en 1970, on n'en comptera plus que 1,9 en 2010 et 1,7 en 2040 dans les circonstances les plus favorables, 1,3 dans le cas contraire. J'espère que vous me pardonnez ces moyennes statistiques, mais elles éclairent le débat.

Certains contesteront sans doute la fragilité relative de ces projections. Quel sens y a-t-il à faire des prévisions à si longue échéance ? Lorsqu'on n'a prévu, par exemple, ni le premier, ni le second choc pétrolier, ni les chocs monétaires à répétition, peut-on faire raisonnablement des hypothèses sur l'évolution de l'économie à l'horizon d'un demi-siècle ?

Pourtant, ces projections permettent de prendre la mesure des défis qui nous sont opposés, de cerner les principales évolutions, d'évaluer les marges de manœuvres disponibles.

Indicateur n° 21 : Ratio cotisants / retraités de la CNAV



Source : CNAV pour la période 1992-2011 ; estimations DSS pour 2012, CCSS octobre 2012

Le constat est plus sombre, le chômage, la crise économique de 2008, ces imprévus dont parle Michel Rocard ont alourdi la prévision pour 2010 : 1,40 au lieu de 1,90. Nous sommes déjà dans la zone de 2040 qu'appréhendait Michel Rocard¹

On souhaiterait entendre de telles déclarations aujourd'hui, hélas la compétition est si rude pour accéder à l'Élysées que même le lauréat des primaires de la droite et du centre, pourtant porté par sa détermination au moment des primaires cède du terrain sur ses choix fondamentaux

L'enjeu est considérable : maintenir l'acquis au profit des générations futures dépend, au-delà de la démographie et de l'économie, de notre capacité à actualiser le pacte de solidarité qui lie les générations entre elles.

Le manque de courage le manque de vision des responsables politiques de droite comme de gauche de ces 25 dernières années met en danger de façon peut être irréversible ce fameux pacte de solidarité : à cajoler la marge on a négligé l'essentiel !

Je comprends votre exigence de clarté et votre hostilité à des « bricolages » qui n'assureraient pas l'avenir et sacrifieraient une génération qui aurait à payer deux fois : pour les retraites actuelles comme cotisant, pour ses propres retraites futures par l'épargne individuelle. Cette perspective doit être conjurée.

¹ http://www.securite-sociale.fr/IMG/pdf/indicateur21_pqe_retraite.pdf

Les Français se sont habitués aux bricolages, aux discours rassurants, à être traité comme des enfants à qui on promet la visite du père Noël...

Cela reviendrait à faire passer le taux moyen de cotisation sur les salaires, tous régimes confondus, de 18,9 % aujourd'hui à 25 % en 2010. Si on jette un regard plus loin encore jusqu'en 2040, on obtient des chiffres plus fragiles mais encore plus impressionnants : le taux de cotisation moyen pourrait alors atteindre 35 %, voire plus avec des hypothèses démographiques et économiques moins favorables. Au vu de ces chiffres, ma conclusion est claire : le scénario que je viens d'esquisser est celui de l'inacceptable.

J'admets volontiers que les projections au-delà de 2010 sont bâties sur des paramètres économiques qui nous échappent. Mais il ne faut pas attendre de miracle et ne pas surestimer les marges de manœuvre susceptibles d'être dégagées par la croissance et les gains de productivité.

En revanche, 2010 c'est demain et c'est déjà joué. On peut contester les prévisions faites, c'est la règle du jeu. Encore faut-il expliquer comment on fera plus de croissance, comment on améliorera le niveau d'activité de la population à partir de 50 ans, quel impact cette évolution aurait sur le chômage des jeunes, surtout comment du jour au lendemain nous pourrions brutalement inverser le cours de notre démographie.

Qui parmi nos candidats ose avancer des chiffres, nous expliquer qu'il ne faut pas s'attendre au miracle. Un de mes contradicteurs m'a assuré qu'en 2040 un salarié produirait 2,8 fois plus et que le ratio de 1,5 salarié pour 1 retraité n'aurait dès lors plus de sens. D'autres rêvent d'un revenu universel... oubliant que la France privée de richesse tel le pétrole ne dispose pour sa réussite que de ses talents son intelligence, son imagination, facteurs qui sont mis en œuvre par le travail ! « on a pas de pétrole, on a des idées »

Gardons trois leçons essentielles de ces exemples étrangers : d'abord, les adaptations ont été préparées longtemps à l'avance et le consensus recherché a souvent été atteint ; ensuite, les leviers de ces réformes ont été trouvés dans une combinaison d'instruments et l'ensemble des régimes de retraite sont concernés ; et, enfin, les calendriers d'application s'étendent sur plusieurs décennies.

Oui d'autres nations ont des hommes et des femmes politiques courageux et responsables qui ont su mettre en œuvre à temps les réformes qui rendent supportables les sacrifices.

Nous devons respecter l'équité entre les générations, celle des grands-parents qui sont aujourd'hui en retraite, celle des parents qui le seront au début du siècle prochain, et celle de nos enfants qui, au-delà de 2010, auront alors à payer les retraites de leurs parents.

2010 c'est déjà notre passé, mais pour autant il ne faut pas sous prétexte de choisir de nouvelles personnalités se laisser séduire par des programmes encore plus déraisonnables et céder, pour voir... aux sirènes de l'incompétence et de l'irresponsabilité.

Je dirai simplement que j'écarte ce qui serait un scénario de l'irresponsabilité. Ne rien faire aujourd'hui conduirait à terme à la condamnation de la répartition et à la rupture des solidarités essentielles. Ne rien faire conduirait à subir une augmentation inéluctable des prélèvements sociaux à la charge des ménages et des entreprises, réduisant en même temps le pouvoir d'achat espéré par les actifs, pesant sur la capacité d'épargne des ménages et des entreprises, mettant finalement en péril la compétitivité de l'économie et aggravant le chômage.

Ce discours étrangement actuel, nous fait mesurer l'absence de talent voire l'absence d'intégrité des candidats de 2017. Tentons de leur faire comprendre que conscients des enjeux, nous attendons des discours responsables adressés à des électeurs attentifs et réalistes, qu'il est évident que l'évolution démographique inéluctable condamne à terme les régimes par répartition². Il n'est pas nécessaire d'avoir fait des études supérieures pour comprendre qu'un salarié ne peut supporter une retraite !

Je le dis donc avec une tranquille assurance, ceux qui, pour des gains politiques à courte vue, croiraient flatter l'opinion en niant le problème, programmeront sûrement une guerre des générations.

La lucidité de Michel Rocard tout au long de cette préface doit nous faire prendre au sérieux la menace. Le danger n'est pas tant à l'extérieur. Le danger c'est notre façon d'aborder l'avenir.

Une transformation profonde pourrait être également envisagée : adopter un régime de pension uniforme pour tous financé par l'impôt, distinguer plus clairement ce qui relève du contributif et du non contributif, limiter les compensations financières, donc les solidarités entre les régimes, et organiser le régime de base sur le modèle des régimes complémentaires participant de cette approche.

Je crois profondément que la démographie et l'évolution des techniques et de notre société nous conduira à cette solution. La conversion difficile prendra du temps nous avons déjà

² <http://www.cyber-evasion.com/repartition/pages/1940.html>

perdu 25 ans elle ne peut plus être indolore. Pour autant des solutions existent, des projets un peu fous à étudier, à examiner³

Tout d'abord, nous leur devons de pouvoir faire face dans la dignité aux épreuves qui surviennent dans les derniers temps de la vie. Je pense tout particulièrement à la prise en charge et à l'accompagnement des personnes âgées dépendantes qui seront demain plus nombreuses. Le Gouvernement et le Parlement travaillent actuellement à apporter des réponses adaptées dont nous aurons également à débattre d'ici quelques mois.

Quelques mois qui ont fait des années, le débat, à minima, sur l'adaptation de la société au vieillissement de la population a été inscrit aux parlements en 2015 !⁴

Laissons au génial Michel Rocard le soin de conclure :

Nous avons également vis-à-vis des générations futures un devoir de lucidité et un impératif de solidarité. Nous leur devons des choix pour garantir leur avenir.

³ <http://www.cyber-evasion.com/paradigme/pages/page1.html>

⁴

https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201502/adapter_la_societe_au_vieillissement_de_la_population.html